

Les conséquences des choix politiques du Président Sarkozy : Une situation économique, sociale et environnementale difficile

La situation économique et financière de la France (et sans doute aussi de l'Europe) est très alarmante. L'endettement de notre pays a très fortement augmenté durant la présidence Sarkozy. C'est cependant ce même Président qui ose parler de règle d'or sur les déficits de l'Etat, dans une parfaite posture de pompier pyromane.

Face à cette crise, tout d'abord qui est celle du système financier, a-t-il mis en place un contrôle des banques ? A-t-il mis en place une taxation sur les transactions financières pour freiner les mouvements spéculatifs ? A-t-il procédé à la séparation entre banques de dépôt et de prêts aux entreprises et banques spéculatives ?

Non : on a eu droit à quelques discours, mais aucun acte !

Du point de vue économique, il serait logique de booster tout le domaine des économies d'énergie et des énergies renouvelables : c'est une vision d'avenir pour lutter contre les dérèglements climatiques et pour créer un nombre important d'emploi (comme l'a montré l'exemple allemand). Mais au lieu de cela, on nous sert le discours éculé du lobby pro-nucléaire :

- On nous dit qu'il faut préserver ce savoir faire français d'excellence, alors que l'EPR est un échec retentissant du point de vue technique et commercial : les 2 centrales en construction accumulent les retards (plusieurs années) et les surcoûts (prix presque doublé) et que les derniers marchés nous sont passés sous le nez. Et de fait, AREVA prépare plusieurs milliers de suppressions d'emplois ;
- L'histoire du dernier convoi vers l'Allemagne de déchets radioactifs retraités a mis en lumière la question du stockage de ces déchets qui vont rester hautement dangereux pendant des milliers d'années. On parle de développement durable, mais voilà un fameux cadeau pour les générations futures !
- On nous parle d'indépendance énergétique, alors que le combustible des centrales est intégralement importé d'Afrique ;
- On nous parle de coût plus bas de l'électricité. Mais le coût du démantèlement des vieilles centrales n'est évidemment pas comptabilisé, puisque la seule expérience en la matière est la centrale de Brennilis et qu'elle n'est toujours pas terminée après plusieurs dizaines d'années ;
- On nous dit que le nucléaire permet d'émettre moins de gaz à effet de serre (GES). Mais les

deux tiers des GES émis proviennent du transport et des bâtiments et habitations qui dépendent massivement des énergies fossiles et très peu de l'électricité. D'ailleurs au niveau mondial, l'électricité nucléaire ne représente que 2 ou 3% de l'ensemble de l'énergie utilisée ;

- Enfin, ce discours laisse entendre que les Belges, les Allemands, les Suisses et les Italiens sont idiots, puisqu'ils ont pris la décision d'amorcer leur sortie du nucléaire.

C'est cette politique de refus du soutien aux activités d'avenir qui a valu une prévision de croissance de 0,3% de la part de l'OCDE (le chiffre officiel est de 1%) et qui vaut une menace de déclassement de l'Etat de la part des agences de notation.

Donc pas de contrôle des banques, pas de relance vers l'économie verte ; il ne reste plus qu'à mettre en place l'austérité. Mais pas une austérité mettant à contribution toutes les couches de la population en prenant en compte leur capacité contributive, mais en pressurant les plus pauvres et les couches moyennes, tout en préservant largement les privilèges des plus riches.

L'Etat augmente de 1.5 points, le taux de TVA à 5.5 % qui s'applique notamment sur les produits alimentaires et donc de première nécessité, mais aussi sur les services publics des transports en commun, de l'eau, de l'enlèvement des ordures ménagères, de l'assainissement, ... que chaque ménage paie de la même façon. On s'attend également à une hausse du prix des loyers, mais aussi de l'énergie. Quand on sait que l'énergie et les charges représentent en moyenne 33 % des dépenses de logement pour un locataire du parc social, on peut craindre un nouveau creusement des inégalités.

On s'attend aussi à une forte augmentation du chômage (+4% depuis le début de l'année) dont les jeunes et les seniors seront les premières victimes. Il faut enfin souligner que le RSA (420€/mois pour une personne seule) est un des plus bas des revenus minimum en Europe.

Face à l'inquiétude suscitée par cette situation, le Président et son gouvernement développent une offensive idéologique visant à désigner des boucs émissaires.

Le 15 novembre, M.Sarkozy s'attaquait aux fraudes aux prestations sociales en voulant lutter contre l'abus des arrêts maladie. Un quatrième jour de

carence pour les salariés du privé avait même été envisagé !

Pourtant, un récent rapport de la Mission d'évaluation des comptes de la sécurité sociale (Mecss) de l'Assemblée nationale, montrait que les fraudes aux prestations sociales étaient loin de représenter la majorité des fraudes sociales. Dans ce rapport parlementaire, il est clairement démontré que les fraudes patronales (estimées entre 8 et 15.8 milliards d'euros) représentaient un montant quatre à cinq fois supérieur à celui des fraudes imputées aux allocataires (estimées entre 2 à 3 milliards)

La faute des pauvres, encore, qu'on va obliger à donner des heures de travail dans certains départements, ce qui va renforcer la concurrence

entre les précaires. Alors que les bénéficiaires du RSA veulent certainement un vrai travail et non pas une sorte de STO.

On nous ressort le discours sur les fonctionnaires « privilégiés », parce qu'ayant une garantie de l'emploi et qui ne sont pas assez rentables.

Et puis, il y a les étrangers : ils sont trop nombreux, même en situation régulière, selon Claude Guéant.

Et ils font des fraudes aux allocations familiales ...On nous annonce donc un durcissement des conditions au regroupement familial.

Diviser pour régner et montrer du doigt les coupables...On sait où mène ce jeu : à la montée du Front National !!!